

Diplomatie : le docteur Ollivier et le patient libyen

par *Jihâd Gillon*

Lundi 29 juin 2020 10:26

1674 mots - 7 min

: <https://www.jeuneafrique.com/1000011/politique/diplomatie-le-docteur-ollivier-et-le-patient-libyen/>

Cet homme de l'ombre, qui veut remettre l'Union africaine au centre du jeu libyen, pense pouvoir relancer le processus politique grâce à ses réseaux.

Et notamment sa Fondation Brazzaville.

Jean-Yves Ollivier est un homme insaisissable. Physiquement d'abord : toujours entre deux avions, deux capitales, deux continents, deux hôtels. Sa raison sociale n'est pas moins incertaine, qui fait de lui tour à tour un homme d'affaires, un médiateur, un collectionneur d'art, un diplomate officieux, voire, pour certains, un espion.

Son rôle central dans la chute de l'apartheid (en 1991) et la libération de Nelson Mandela, lui, ne fait pas de doute, et a été salué par la plupart des grands acteurs de la crise entre l'Afrique du Sud et les pays voisins dans les années 1980, de Winnie Mandela au président congolais Denis Sassou Nguesso, dont il est devenu très proche au fil du temps. Il s'est ainsi taillé une solide réputation de maître-négociateur sur le continent, de l'Ouganda à la RDC en passant par le Soudan, via sa Fondation Brazzaville.

À 76 ans, il se penche depuis 2017 sur une autre crise africaine insoluble qui se déroule à l'autre bout de son terrain de chasse habituel, en Libye. Soutenu par le président sénégalais Macky Sall et encouragé par Denis Sassou Nguesso, président du comité de haut niveau de l'Union africaine sur la Libye, Jean-Yves Ollivier avait ainsi organisé à Dakar un round de discussions interlibyennes en mai 2018. Avec une méthode bien à lui : « Je n'avais pas communiqué la liste des invités aux participants, qui devaient me faire confiance », confie-t-il à JA.

Faire discuter les irréconciliables

L'improbable rencontre entre son vieil ami Béchir Saleh – ancien cacique du régime Kadhafi – et Abdelhakim Belhadj – l'homme d'affaires libyen repentin d'Al-Qaïda – à Istanbul en août 2017, c'est aussi lui. L'ancien président du fonds d'investissement Libyan African Portfolio (LAP) a ensuite fait sa première apparition publique depuis 2012 lors d'une réunion sur la Libye à Kintélé, dans la banlieue de Brazzaville, le 9 septembre 2017. Mais, informée de sa présence, la délégation des Misratis avait exigé qu'il quitte les lieux, ce que Saleh avait accepté.

Un épisode caractéristique de l'approche d'Ollivier : faire discuter les irréconciliables. Un travail qui, s'il n'a pas abouti à un accord, lui a permis de tisser sa toile entre les différentes parties libyennes. Aujourd'hui, il croit pouvoir s'appuyer sur ses liens avec les ex-kadhafistes et Misrata pour recommencer à jouer un rôle dans les négociations interlibyennes.

« Jusqu'à présent, sauf dans le clan Haftar – qui avait tout de même envoyé des représentants à Dakar –, on accepte de m'entendre au sein de toutes les parties libyennes, de la société civile, et des tribus », affirme ainsi Ollivier, qui a reçu à Istanbul en septembre 2019 une importante délégation de Misratis, notamment grâce à sa relation avec Abdelhakim Belhadj. « Ils m'ont invité officiellement à Misrata pour poursuivre ces discussions, assure-t-il. Je n'ai pas vu Haftar, mais je suis sûr que certains de mes amis pourront créer les conditions d'une rencontre », sourit-il alors que nous le retrouvons sur la terrasse d'un café parisien du très chic quartier du Trocadéro. « D'autant qu'il est dans une phase où il est plutôt désireux de négocier ! » ajoute-t-il, en référence aux derniers revers militaires du maréchal.

À rebours des grands-messes internationales, il juge qu'un processus politique trop centré sur les têtes d'affiche que sont Fayed al-Sarraj et Khalifa Haftar ne mènera à rien. « Quelle est aujourd'hui leur liberté d'action réelle ? » s'interroge-t-il. L'échec de la campagne de Haftar contre Tripoli a singulièrement fait pâlir l'étoile du maréchal auprès de ces partenaires internationaux, et c'est le ministre de l'Intérieur misrati Fathi Bashagha qui, du côté du gouvernement de Tripoli, s'est imposé comme la figure de la défense de la capitale libyenne. Sans oublier les kadhafistes, qui, selon Jean-Yves Ollivier, ne peuvent plus être ignorés dans la recherche d'une solution en Libye.

« Aucune de ces grandes conférences n'a tenu compte de cette partie de la population libyenne, qu'on qualifie de « kadhafistes ». Et Dakar a représenté l'occasion d'un premier échange entre ces derniers et les révolutionnaires de Février. Aujourd'hui, je peux vous confirmer que des contacts se sont établis entre Seif al-Islam Kadhafi et le Gouvernement d'union nationale [GNA] basé à Tripoli, à l'égard duquel les kadhafistes ont une approche plus conciliante que par le passé. Tout laisse à croire que les puissances intervenantes ne s'opposeront pas à ce qu'il joue un rôle. » S'il n'entretient pas de contacts directs avec le fils de Mouammar Kadhafi, Jean-Yves Ollivier « lui fait passer des messages, et [ce dernier] aussi ».

Des manoeuvres en prélude à des négociations

Dans la bataille pour le contrôle de Syrte qui s'annonce entre les forces du GNA et celles de la LNA, il estime que les membres de la tribu Kadhafa (la tribu de Kadhafi) demeureront neutres. Il évoque également les dissensions au sein du GNA à propos d'une offensive contre l'ex-fief kadhafiste. « Tout ce à quoi on assiste, y compris l'ambiguïté de la Turquie et de la Russie sur la marche à suivre à Syrte, constitue des manoeuvres en prélude à des négociations, analyse Jean-Yves Ollivier. Et j'ai bon espoir qu'il n'y aura pas d'offensive contre Syrte.»

Convaincu que l'Afrique doit jouer un rôle plus central dans la recherche d'une solution politique, Jean-Yves Ollivier pointe l'hypocrisie des divers États qui se sont posés en médiateurs dans la crise libyenne, alors qu'ils sont pour la plupart engagés auprès d'un camp. « On a voulu faire croire qu'on allait s'élever dans la neutralité, alors que les alliés internationaux des différentes parties libyennes tentaient d'imposer une décision pré-mâchée », dénonce-t-il.

À ses yeux, seule l'Union africaine (UA) est assez désintéressée pour parrainer des négociations sincères entre Libyens. « Mais l'UA a été ignorée, regrette-t-il. Ceux qui se présentent comme des faiseurs de paix montrent une forme de condescendance à l'égard de ses initiatives, avec l'idée que le continent est incapable de régler ses propres problèmes, alors que la sortie de crise au Soudan a été négociée par l'UA. » Pour cet homme de l'ombre, les négociations entre l'UA et Mouammar Kadhafi pour le départ de ce dernier en 2011 avaient abouti, mais ont été balayées par les puissances de l'Otan désireuses selon lui d'en finir définitivement avec l'ex-guide libyen.

Fort de son entregent africain – la voix de ce proche de la direction de l'ANC compte également en Afrique du Sud, qui assure la présidence de l'UA cette année –, Jean-Yves Ollivier assure que ses interlocuteurs sur le continent sont d'accord pour que sa Fondation Brazzaville aide à préparer la conférence de réconciliation prévue au siège de l'UA, à Addis-Abeba, en juillet. La fondation compte d'ailleurs dans son conseil consultatif plusieurs hauts responsables africains, dont l'ex-président nigérian Olusegun Obasanjo.

Du côté de Paris, s'il a bénéficié en son temps du soutien de François Mitterrand pour les négociations sur l'apartheid, « pour ce qui est d'aujourd'hui [et de la Libye], mon initiative ne semble pas susciter d'intérêt de la France... », déplore-t-il. Accusée d'avoir apporté son soutien au maréchal Haftar, la France s'est engagée dans un bras de fer avec la Turquie sur la question de l'embargo sur les armes à destination de la Libye. Ankara a permis au gouvernement de Tripoli de renverser la vapeur et d'expulser les troupes de Haftar de la Tripolitaine ces deux derniers mois.

Jean-Yves Ollivier n'ignore d'ailleurs pas qu'il devra nécessairement composer avec la Turquie et la Russie, qui se sont imposées comme des acteurs-clés de la crise en 2019 et 2020. « J'ai des relations avec ces deux pays, avec les Russes officiellement, et je vais avoir des contacts au plus haut niveau avec la Turquie. Ces deux États peuvent bien contribuer à un accord inter-libyen pour la paix, mais il ne pourra pas être reconnu ni accepté par la communauté internationale. C'est seulement s'il est réalisé dans le cadre de l'UA que cet accord trouvera sa légitimité. »

Pour cela, la méthode Ollivier consiste à mener des tractations discrètes en amont, pour faire en sorte que la conférence de réconciliation ne se transforme pas en simple tribune pour les différentes parties. « Lors de ces discussions, il faudra répondre à ces questions : les Libyens souhaitent-ils une Libye unitaire ? Un système fédéral ? Une partition du pays ? Est-ce leur volonté d'aller vers des élections comme certains médiateurs l'ont dit, ou la stabilité et l'ordre doivent-ils revenir avant d'envisager tout scrutin ? Et aussi aux suivantes : Quel type de gouvernement ? Quelles seraient ses prérogatives, sa liberté d'action ? Et quel rôle pour l'armée ? »

On est là pour entendre, par pour imposer

Autre idée du négociateur : un moratoire sur les crimes commis sous l'ère Kadhafi et pendant la révolution, de manière à reporter à vingt ans le règlement de ces épineux problèmes. « Mais si la fondation s'aperçoit que les Libyens souhaitent autre chose, elle les écouterait. On est là pour entendre, par pour imposer », rassure-t-il.

Au fond, pourquoi cet homme se soucie-t-il du sort de la Libye ? Espère-t-il des retombées économiques ? « Non, pas du tout, balaie-t-il. Je suis un homme d'affaires qui fonctionne avec des plans prévisionnels. Or c'est compliqué d'en faire un pour la Libye. »